



www.journalumali.com

Journal du Mali

N°595 du 1er au 7 octobre 2026

L'hebdo

ONU
BAMAKO DÉFEND
SA LIGNE

PRIX
L'ALIMENTAIRE TIRE
LA HAUSSE

CAN 2027
LES AIGLES FONT
LE PLEIN



OCTOBRE ROSE

DÉPISTER À TEMPS

Les cancers du sein et du col de l'utérus sont encore souvent diagnostiqués à un stade avancé. Faible dépistage, coût des examens et suivi incomplet retardent la prise en charge.

GRATUIT

Ne peut être vendu

CANAL+ ET NOMAD EDUCATION S'ENGAGENT POUR L'EDUCATION EN AFRIQUE FRANCOPHONE

TOUS LES ABONNES BENEFICIERONT DE L'OFFRE PREMIUM DE NOMAD EDUCATION

A l'occasion de la rentrée scolaire, CANAL+ et Nomad Education lancent un partenariat inédit pour donner à chaque élève, où qu'il soit en Afrique subsaharienne francophone, les moyens de réussir. Dès aujourd'hui et jusqu'au 31 octobre, l'ensemble des abonnés CANAL+ dans 17 pays (Sénégal, Cameroun, Mali, Niger, Côte d'Ivoire...) bénéficie d'un accès gratuit à NOMAD+, l'offre premium de révisions de Nomad Education, un geste fort qui s'accompagne d'un projet solidaire au Bénin.

Un accès hors connexion à un soutien scolaire de qualité pour des millions de familles

Fort de sa présence unique en Afrique, CANAL+ s'engage aux côtés de Nomad Education. Elèves de primaire, collégiens, lycéens, étudiants et leurs familles pourront accéder gratuitement à l'intégralité des contenus de révision de Nomad Education : cours, quiz, annales et parcours personnalisés... Un simple téléchargement de l'application suffit.

Cette offre s'inscrit dans une conviction commune : l'éducation est une priorité pour le continent africain.

Grâce à la solution d'apprentissage numérique sans besoin de connexion internet, CANAL+ et Nomad Education visent à lever, à grande échelle, l'une des principales barrières à l'éducation de qualité sur le continent africain.

Une mobilisation à la hauteur de l'ambition

Pour donner à cet engagement toute sa portée, CANAL+ déploie une campagne de communication 360° : télévision, présence en boutiques, réseaux sociaux et l'ensemble de ses points de contact avec ses abonnés. L'objectif : que chaque famille, dans chacun des 17 pays concernés, ait connaissance de cette opportunité et puisse s'en saisir dès la rentrée.

"Ce partenariat avec Nomad Education illustre l'engagement de CANAL+ en faveur de l'éducation en Afrique. Pour la rentrée, nous sommes heureux d'offrir à tous nos abonnés un mois d'accès gratuit à NOMAD+ pour accompagner la réussite des élèves et étudiants", **partage Aziz Diallo, Directeur Général PAY-TV Afrique Francophone de CANAL+.**

"S'associer à CANAL+ pour accélérer notre projet d'éducation pour tous en Afrique est un rêve qui devient réalité. CANAL+ est leader en Afrique ; permettre à tous ses abonnés de découvrir notre application est une opportunité d'impact extraordinaire", **confirme Caroline Maitrot, Fondatrice et Présidente de Nomad Education.**

Au-delà de la rentrée : un engagement commun au Bénin

Cette opération n'est qu'un premier jalon. CANAL+ et Nomad Education inscrivent leur collaboration dans la durée, avec une dimension solidaire au Bénin : aux côtés de SOS Bénin, CANAL+ contribue à la rénovation d'une médiathèque, où les élèves disposeront de tablettes équipées d'abonnements Nomad Education pour réviser dans les meilleures conditions.

A PROPOS DE CANAL+

CANAL+ est un groupe de média et de divertissement mondial, leader en Europe et en Afrique, comptant plus de 40 millions d'abonnés. La plateforme de CANAL+ rassemble les meilleurs films locaux et internationaux, du sport en live, des séries et bien plus encore. CANAL+ opère dans plus de 70 pays et emploie environ 15 000 collaborateurs.

Le groupe est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur audiovisuelle, notamment la production, la diffusion, la distribution et l'agrégation. Outre ses activités de télévision payante et de streaming en Europe, en Afrique et en Asie, le groupe combiné réunit : **MultiChoice Group**, première plateforme de divertissement en Afrique ; **STUDIOCANAL**, premier studio de cinéma et de télévision européen disposant de capacités de production et de distribution d'envergure mondiale ; **Dailymotion**, plateforme vidéo internationale s'appuyant sur une technologie propriétaire de pointe pour la diffusion, la promotion et la monétisation des vidéos ; **CANAL+ Distribution**, société de production et de distribution spécialisée dans la création et la distribution de contenus et de chaînes diversifiés ; ainsi que des services de télécommunication, à travers **CANAL+ Telecom Africa** en Afrique et **CANAL+ Telecom** dans les départements et territoires français d'outre-mer.

CANAL+ détient également des participations minoritaires dans **Viaplay** (leader de la télévision payante en Scandinavie), **Viu** (plateforme OTT de premier plan en Asie du Sud) et **UGC**, groupe cinématographique français majeur. canalplusgroup.com/fr

A PROPOS DE NOMAD EDUCATION

Au-delà d'aider déjà 10 millions de jeunes dans leur réussite scolaire, Nomad Education se positionne comme un acteur à impact, entreprise à mission et B Corp. Son impact hors de France est massif, notamment sur le continent africain où plus de 4 millions de jeunes ont déjà été accompagnés. Notre mission : "Des jeunes éduqués, bien dans leurs baskets, engagés et conscients des enjeux de demain." Labellisée French Tech 2030, Nomad Education est une EdTech de référence qui accompagne tous les jeunes francophones, quel que soit leur niveau scolaire ou social. A travers son application et son site web, véritable coach de réussite scolaire, Nomad Education propose des contenus de révision dans toutes les matières, rédigés par 400 professeurs de l'Education nationale. Alliant pédagogie et technologie (IA), elle permet aux élèves de réviser, s'auto-évaluer, se remettre à niveau et progresser à leur rythme et en autonomie.

<https://www.nomadeducation.fr/>

ÉDITO

Bamako : Quand les immeubles inachevés nourrissent les rumeurs

À Bamako, certains immeubles ont fini par avoir une seconde vie, celle des récits, sans jamais avoir connu la première. À l'Hippodrome, « Djinè ka étagi » traîne derrière lui depuis des décennies des histoires d'envoûtement que rien ne permet d'établir comme cause de son inachèvement. À l'ACI 2000, l'immeuble communément appelé le Borj nourrit lui aussi les commentaires. Sur les berges du Niger, l'ex Mariétou Palace, devenu Afriqiyah Hôtel après son rachat par des investisseurs libyens en 2007, a connu de nombreux arrêts de chantier et changements de propriétaires. Ces récits font partie de l'imaginaire urbain. Ils ne doivent pourtant pas remplacer les questions simples. À qui appartiennent aujourd'hui ces bâtiments ? Leur structure est-elle encore saine ? Que coûterait leur achèvement, leur reconversion ou, si nécessaire, leur démolition ? Tant que ces réponses seront absentes, les rumeurs occuperont l'espace laissé vacant par l'information. Le problème dépasse l'image de la ville. Des bâtiments inachevés ou durablement inutilisés peuvent devenir des refuges, des dépôts sauvages ou des lieux propices à des activités illicites. Le temps dégrade aussi les structures laissées sans entretien. Il faut donc recenser ces grands immeubles, clarifier leur statut foncier et juridique, contrôler leur sécurité et fixer pour chacun une issue réaliste. Certains peuvent être achevés, d'autres reconvertis ou sécurisés. Chaque abandon prolongé représente aussi un coût pour la capitale et appelle à des décisions publiques enfin assumées. Bamako n'a rien à gagner à laisser des carcasses de béton devenir des monuments aux rumeurs. Une ville avance aussi en donnant une fonction, ou au moins un avenir clair, à ce qui reste debout.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

126 milliards

C'est le montant en francs CFA déjà mobilisé par les Douanes burkinabè en septembre 2026, contre une prévision de 117 milliards, soit un dépassement de 9 milliards avant la clôture des comptes.

ILS ONT DIT...

• « Derrière chaque dossier, il y a une personne. Derrière chaque retard injustifié, il peut y avoir une famille qui attend ». **Assimi Goïta, Président de la Transition**, lors de la remise du rapport 2025 du Médiateur de la République, le 29 septembre à Koulouba.

• « Vous n'êtes pas en train de quémander, vous êtes à la recherche des droits fondamentaux. Un journaliste qui ne vit pas honnêtement, dignement, de son métier est un journaliste esclave ». **Sékou Issa Diarra, expert en ressources humaines**, lors d'une rencontre avec l'UJRM, le 26 septembre à l'INPS.

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

UN JOUR, UNE DATE

10 octobre 1992 : Première célébration de la Journée mondiale de la Santé mentale, à l'initiative de la Fédération mondiale pour la santé mentale.



Aboubacar Traoré dit « **Tyson** » a conservé le 26 septembre à Bamako sa ceinture de Champion du Mali professionnel des lourds-légers, en battant Abdoulaye Traoré dit « Prédteur » aux points après six rounds.



Rachida Dati, ancienne ministre française de la Justice, fait face à des réquisitions de quatre ans de prison, dont deux ferme, et de cinq ans d'inéligibilité dans son procès pour corruption et trafic d'influence.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Bamako, le 29 septembre. Le Premier ministre Abdoulaye Maïga reçoit une délégation de **Bloomfield Investment Corporation** dans le cadre de la réévaluation du climat des affaires au Mali.

CANCERS DU SEIN ET DU COL : LE POIDS DU DIAGNOSTIC TARDIF

Malgré les campagnes de sensibilisation et de dépistage, les cancers du sein et du col de l'utérus restent encore souvent découverts tardivement au Mali. Faible recours au dépistage, contraintes sociales et financières et difficultés dans le parcours de soins continuent de retarder le diagnostic.

MOHAMED KENOUI

Parmi 964 patientes diagnostiquées entre 2019 et 2022 dans trois CHU de Bamako et suivies jusqu'en 2024, environ une sur quatre l'avait été à un stade précoce. Cette étude d'Epicentre, menée auprès de femmes prises en charge par Médecins Sans Frontières (MSF) et le ministère de la Santé et du Développement social, montre cependant une amélioration pour le cancer du col : la proportion de diagnostics précoces est passée de 14,3% en 2019 à 28,4% en 2022. Dans les services spécialisés, les formes avancées continuent de dominer. Selon le Dr Madani Ly, cancérologue au Centre international d'oncologie de Bamako, les patientes arrivent le plus souvent aux stades III et IV, lorsque la maladie a déjà considérablement évolué. Une seconde analyse du même programme, présentée en 2025, porte sur 1 757 femmes prises en charge entre 2018 et 2023 dans les CHU du Point G, Gabriel Touré et l'Hôpital du Mali. Pour le cancer du sein, 67% présentaient une tumeur classée T4, signe d'une maladie localement avancée. Pour celui du col, 53% étaient au stade IV et 22% au stade III.

Faible dépistage Ces diagnostics tardifs interviennent dans un contexte où le recours au dépistage demeure limité. Selon l'Enquête démographique et de santé du Mali (EDSM-VII) 2023-2024, seulement 10% des femmes de 15 à 49 ans ont déclaré avoir déjà été examinées par un professionnel de santé pour le cancer du sein. La proportion tombe à 9% en milieu rural, contre 15% à Bamako. Le recours à cet examen augmente également

avec le niveau d'instruction et les conditions économiques des femmes interrogées. Pour le cancer du col de l'utérus, l'écart est encore plus marqué. Si 36% des femmes interrogées en ont entendu parler et que 26% connaissent l'existence d'un test, seulement 5% ont déclaré en avoir effectué un. Elles sont 9% à Bamako contre 4% en milieu rural. Les campagnes organisées ces dernières années ont élargi l'offre. En 2024, 91 027 femmes ont été dépistées pour les deux cancers confondus : 43 236 pour le sein et 47 791 pour le col. Parmi les femmes examinées pour le sein, 384 cas suspects ont été détectés et 134 orientés vers une structure de référence. Ces données montrent aussi l'importance de suivre les cas suspects après le premier examen afin qu'ils puissent accéder aux analyses complémentaires. La multiplication des campagnes ne suffit toutefois pas à installer une culture durable du dépistage. Pour Mme Amina Dicko, Présidente de Solidaris 223, association engagée dans la lutte contre ces deux cancers,

« Malheureusement, certaines femmes ne consultent que lorsque la maladie devient difficile à supporter. »

le manque d'information est l'un des premiers freins. « Beaucoup de femmes ne connaissent pas suffisamment les signes d'alerte et certaines pensent qu'en l'absence de symptômes, il n'est pas nécessaire de se faire dépister », observe-t-elle.

Freins persistants Le retard ne s'explique pas uniquement par un déficit d'information. Le Dr Madani Ly cite également « les croyances



Des femmes présentes lors du lancement de la campagne «Octobre Rose» 2025, un mois consacré chaque année à la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus.

socioculturelles, les difficultés financières et l'accès aux soins dans les services spécialisés ». Solidaris 223 observe les mêmes obstacles. À la peur du diagnostic s'ajoutent les pesanteurs socioculturelles, la gêne face à certains examens et la banalisation des premiers signes. « Malheureusement, certaines femmes ne consultent que lorsque la maladie devient difficile à supporter », souligne Amina Dicko. La précarité peut reléguer la santé au second plan. Pour

vivant loin des structures sanitaires cumulent ces difficultés. Manque de moyens, distance, transport et absence d'accompagnement peuvent repousser le dépistage ou la consultation.

Diagnostic sous contraintes

La première consultation ne met pas nécessairement fin aux délais. Entre la suspicion d'un cancer, les examens complémentaires, la confirmation du diagnostic et l'orientation vers une structure spécialisée, plusieurs étapes

REPÈRES

2019-2022 : 964 patientes diagnostiquées à Bamako dont 75,2% à un stade avancé du cancer du col de l'utérus et 77,1 % pour celui du sein.

2024 : Plus de 91 000 femmes dépistées et 384 cas suspects de cas de cancers du sein détectés.

2025 : Plus de 145 000 filles de 10 ans vaccinées contre le VPH

tions et aussi de formation continue des agents de santé ». Une meilleure identification des signes suspects permettrait une orientation plus rapide vers les services appropriés. Les contraintes matérielles retardent également la confirmation du diagnostic. « Les femmes sont souvent confrontées à plusieurs difficultés telles que le coût des examens complémentaires, les frais de transport, l'accès aux spécialistes et parfois les délais d'attente », détaille Amina Dicko. La peur du résultat et le choc émotionnel compliquent

aussi le parcours. Certaines femmes l'interrompent faute de moyens ou de soutien, tandis que d'autres ignorent vers quelle structure se tourner. « Le véritable défi n'est donc pas seulement de dépister, mais de garantir à chaque femme un parcours de soins complet, de la détection précoce jusqu'à la prise en charge », insiste la Présidente de Solidaris 223.

Suivi à renforcer La confirmation du diagnostic ne garantit pas la continuité des soins. Il faut encore que la patiente soit orientée, accompagnée et maintenue dans le circuit jusqu'au début puis à la poursuite de sa prise en charge. Le rapport Epicentre illustre l'ampleur du problème : 31,9% des patientes atteintes d'un cancer du col et 29,8% de celles atteintes d'un cancer du sein avaient été perdues de vue. Amina Dicko préconise « un système d'accompagnement et de référencement afin qu'aucune femme ayant un résultat suspect ou positif ne soit laissée sans orientation ». Elle appelle aussi à

renforcer le soutien psychosocial et financier pour permettre la poursuite des examens et des traitements. Pour elle, une meilleure coordination entre structures sanitaires, organisations de la société civile et autorités réduirait les ruptures entre le diagnostic, l'orientation vers les spécialistes et le traitement.

Des acquis à consolider

Entre 2021 et 2025, MSF et ses partenaires ont pris en charge plus de 2 300 patientes à Bamako. Leur bilan de septembre 2026 relève des difficultés d'accès au diagnostic, aux traitements et à la radiothérapie. Dans la cohorte Epicentre, la survie à trois ans atteignait 72% pour le cancer du sein et 55% pour celui du col. La prévention du cancer du col a franchi une nouvelle étape avec l'introduction, en novembre 2024, du vaccin contre le papillomavirus humain (VPH). Entre janvier et septembre 2025, plus de 145 000 filles âgées de 10 ans avaient été vaccinées au Mali, dont plus de 113 000 scolarisées et environ 32 400 non scolarisées. Lors d'Octobre Rose 2025, l'Office national de la Santé de la Reproduction avait fixé un objectif de 100 000 femmes à dépister. La campagne prévoyait aussi la prise en charge d'au moins 70% des lésions précancéreuses détectées et l'orientation d'au moins 95% des cas de cancer vers les sites spécialisés. Présenté en juin 2026, le Plan triennal du Projet Oncologie 2026-2028 repose sur six axes, à savoir la surveillance épidémiologique, la prévention et le dépistage précoce, le renforcement des capacités diagnostiques, l'amélioration de l'accès aux traitements, les soins de support et les soins palliatifs, ainsi que la gouvernance. Il vise à augmenter d'au moins 25% d'ici 2028 la proportion de patientes bénéficiant d'une prise en charge précoce et équitable à Bamako et dans ses environs. ■

3 QUESTIONS À



AMINA DICKO

Présidente de l'association Solidaris 223

1 Quelles sont les principales raisons qui expliquent encore les consultations ou les diagnostics tardifs des cancers du sein et du col de l'utérus ?

Nous constatons notamment une banalisation des premiers symptômes et, chez certaines femmes, une gêne face à l'examen médical. Cela peut retarder la consultation jusqu'à ce que la maladie devienne beaucoup plus difficile à traiter.

2 Dans quelle mesure les conditions de vie et l'environnement des femmes influencent-ils leur décision de se faire dépister ?

La situation est particulièrement difficile pour les femmes déplacées ou vivant dans des conditions de vulnérabilité. L'éloignement des structures sanitaires et l'absence d'accompagnement constituent des obstacles supplémentaires qui peuvent retarder leur accès au dépistage.

3 Quelles actions faudrait-il renforcer en priorité pour favoriser un diagnostic plus précoce ?

Il faut renforcer la sensibilisation de proximité en associant les associations, les leaders communautaires et les professionnels de santé, avec des messages diffusés dans les langues comprises par les femmes. Le dépistage doit également être rendu plus accessible et abordable grâce à des campagnes gratuites ou subventionnées, notamment pour les personnes les plus vulnérables. Enfin, il faut développer les partenariats entre les structures sanitaires, la société civile et les autorités afin de mieux coordonner la prévention et la prise en charge.

CANCERS DU SEIN ET DU COL : LE DIAGNOSTIC TARDIF PERSISTE EN AFRIQUE

Le diagnostic tardif des cancers du sein et du col n'est pas une singularité malienne. Dans une grande partie de l'Afrique, les patientes consultent alors que la maladie a déjà progressé.

MOHAMED KENOUI



En Afrique, les cancers féminins restent diagnostiqués à un stade avancé.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), entre 60 et 70% des femmes atteintes d'un cancer du sein ou du col sont diagnostiquées tardivement. Pour le seul cancer du sein, une revue systématique publiée le 10 juin 2026 a analysé 125 études menées entre 2014 et 2025

dans 28 pays d'Afrique subsaharienne. Sur 42 689 patientes, 63,1% avaient reçu leur diagnostic aux stades III ou IV. Cette proportion atteignait 71% en Afrique de l'Ouest. Le retard réduit les chances de survie et rend les soins plus lourds. D'après l'OMS, environ une Africaine sur deux atteinte

d'un cancer du sein survit cinq ans après le diagnostic, contre plus de 90% dans les pays à revenu élevé. Les écarts tiennent notamment aux difficultés d'accès au diagnostic rapide et aux traitements spécialisés.

Cibles L'Initiative mondiale de l'OMS contre le cancer du sein fixe trois repères, résumés par la formule 60-60-80. Elle recommande de diagnostiquer au moins 60% des cancers invasifs aux stades I ou II, d'achever la confirmation du diagnostic dans les 60 jours suivant la première consultation et de permettre à au moins 80% des patientes de suivre l'intégralité du traitement recommandé. Pour le cancer du col de l'utérus, la stratégie 90-70-90 prévoit, d'ici 2030, la vaccination

de 90% des filles contre le papillomavirus humain avant 15 ans. Elle vise aussi le dépistage de 70% des femmes à 35 ans, puis à 45 ans, avec un test performant, ainsi que la prise en charge de 90% des lésions précancéreuses et des cancers invasifs. L'élimination correspond à moins de quatre nouveaux cas pour 100 000 femmes par an. Le 21 septembre 2026, l'OMS Afrique a publié un manuel destiné aux personnels des soins primaires. Le document explique comment reconnaître les signes suspects du cancer du sein, réaliser une première évaluation et orienter rapidement les patientes vers l'imagerie, l'anatomopathologie et le traitement. Il recommande aussi le suivi des rendez-vous manqués pour limiter les abandons. Selon l'organisation, des délais de six mois ou davantage entre les premiers symptômes et des soins appropriés restent fréquents sur le continent. ■

CANCERS DU SEIN ET DU COL : LE DÉPISTAGE RESTE LIMITÉ AU MALI

Au Mali, 10% des femmes de 15 à 49 ans ont déjà bénéficié d'un examen du sein et 5% d'un dépistage du cancer du col. Dans trois CHU de Bamako, plus de trois patientes sur quatre ont été diagnostiquées à un stade avancé.

1 Cancers majeurs / Estimations 2022

Cancer du col de l'utérus : **2 436** nouveaux cas
Cancer du sein : **2 278** nouveaux cas
Total : **4 714** nouveaux cas
Ensemble, ces deux cancers représentaient **31%** des nouveaux cas de cancer et **26%** des décès par cancer au Mali.

2 Dépistage parcellaire

Cancer du sein
Femmes de **15 à 49 ans** déjà examinées : **10%**
Bamako : **15%**
Milieu rural : **9%**
Cancer du col de l'utérus
Femmes déjà dépistées : **5%**
Bamako : **9%**
Milieu rural : **4%**
Parmi les femmes interrogées, **36%** avaient entendu parler du cancer du col et **26%** connaissaient l'existence d'un test de dépistage.

3 Plus de 91 000 dépistages en 2024

Examens du sein : **43 236**
Dépistages du cancer du col : **47 791**
Total des actes rapportés : **91 027**
Cas suspects de cancer du sein détectés : **384**
Cas orientés vers une structure de référence : **134**

4 Diagnostic et traitement

Étude Epicentre/MSF : **964** patientes diagnostiquées entre 2019 et 2022 dans trois CHU de Bamako
Diagnostics à un stade avancé
Cancer du col : **75,2%**
Cancer du sein : **77,1%**
Diagnostics à un stade précoce
Cancer du col : De **14,3%** en 2019 à **28,4%** en 2022
Cancer du sein : De **15%** en 2019 à **26,5%** en 2022
Délai médian entre le résultat anatomopathologique et le premier traitement
Cancer du col : **66 jours**
Cancer du sein : **44 jours**

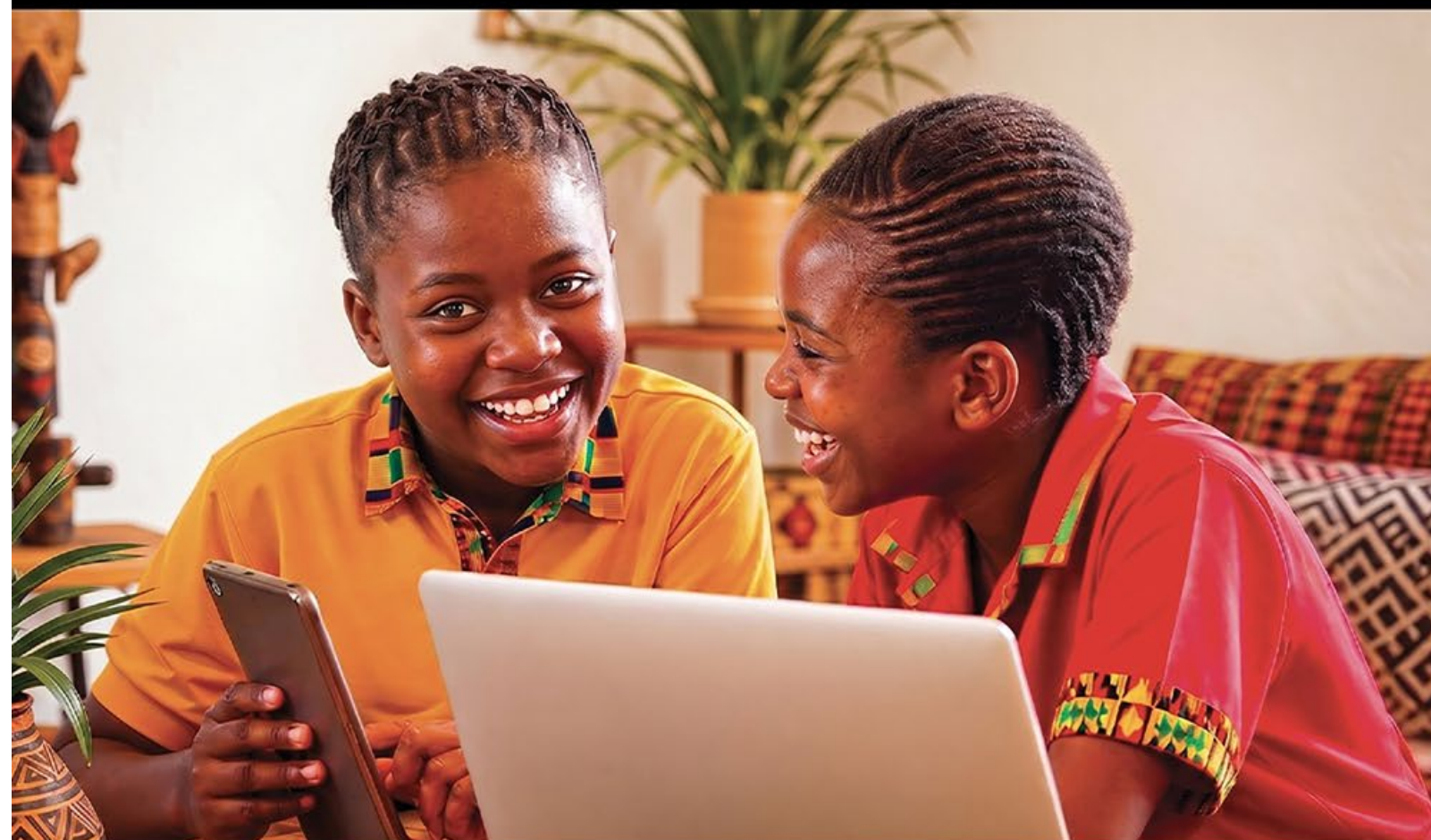
5 Vaccination contre le VPH

Introduction du vaccin au Mali : Novembre 2024
Filles de **10 ans** vaccinées entre janvier et septembre 2025 : Plus de **145 000**
Filles scolarisées : Plus de **113 000**
Filles non scolarisées : environ **32 400**

6 Feuille de route pour 2026-2028

Objectif : Augmenter d'au moins **25%** la proportion de patients bénéficiant d'une prise en charge précoce et équitable
Coût prévisionnel : Environ **1,384** milliard de francs CFA
Part consacrée à la prévention et au dépistage : Environ **12%**

CANAL+



Nomad
EDUCATION



LA PLATEFORME DE REUSSITE
SCOLAIRE POUR TOUS

DU 10 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE
1 MOIS GRATUIT *
A L'OPTION **Nomad+**
POUR LES ABONNES CANAL+

* Offre valable une seule fois sur la période du 10 septembre au 31 octobre 2026.



TELECHARGEZ
MAINTENANT



81^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU : LE MALI PORTE SES PRIORITÉS ET CELLES DE L'AES

Du 22 au 28 septembre à New York, la délégation malienne a défendu les priorités nationales sur le développement, la paix, la sécurité et la coopération. Le discours du ministre Abdoulaye Diop a conclu une semaine également marquée par plusieurs rencontres bilatérales et par une présence coordonnée de l'AES.

MASSIRÉ DIOP

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale conduisait la délégation au nom du Président de la Transition, Assimi Goïta. Le ministre de la Santé et du Développement social ainsi que la Conseillère spéciale du Chef de l'État chargée des questions diplomatiques ont également participé aux travaux. Une réunion de coordination tenue le 21 septembre à la Mission permanente du Mali avait permis d'examiner les rendez-vous présentant un intérêt pour le pays. L'agenda associait réunions thématiques, consultations avec les partenaires, activités de l'AES et échanges avec la communauté malienne. La déclaration nationale, prononcée le 28 septembre, coïncidait avec le 66^{ème} anniversaire de l'admission du Mali aux Nations unies, 6 jours après son indépendance. Elle a achevé une participation qui ne s'est pas limitée à la tribune de l'Assemblée générale.



Le Chef de la diplomatie malienne, **Abdoulaye Diop**, à la tribune des Nations Unies le 28 septembre 2026.

et équitable. Devant la Commission de consolidation de la paix, il a insisté sur l'appropriation nationale des processus de paix, la Charte nationale pour la paix et la réconciliation et l'investissement dans la jeunesse. Il a demandé la rééligibilité du Mali à un nouveau cycle du « Peacebuilding and Recovery Facility ». Devant l'Organisation de la Coopération Islamique, Abdoulaye Diop a dénoncé

ritaire au Mali et au Sahel. L'AES a aussi présenté une position commune. Le 22 septembre, ses ministres des Affaires étrangères ont rencontré leurs homologues d'Allemagne, d'Italie et de Suisse. Le 24 septembre, les ministres de l'AES et leur homologue russe, Sergueï Lavrov, ont examiné leur coopération, la situation au Sahel et la préparation du troisième Sommet Russie - Afrique, prévu les 28 et 29 octobre à Moscou. Le 25 septembre, un événement consacré à la sécurité et au développement au Sahel a réuni l'AES et plusieurs partenaires. Des représentants du Maroc, du Togo, de l'Algérie, du Congo, du Royaume-Uni, de la Russie, des États-Unis, de l'ONU, de l'Union africaine et de la CEDEAO y ont pris la parole.

Tribune Dans son discours du 28 septembre, Abdoulaye Diop a réaffirmé l'attachement du Mali au respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence. Il a cité les attaques des 25 avril et 4 juillet parmi les manifestations de la menace sécuritaire et défendu la Force unifiée de l'AES ainsi que la coopération avec la Russie. Le ministre a rappelé que l'État gardait « la main tendue »

EN BREF

AES - CEDEAO : DES LIENS À RÉORGANISER

Réunis le 28 septembre à Bamako, les ministres de l'Industrie et du Commerce de l'AES ont examiné la construction d'un espace économique intégré. Ouvrant les travaux, le Premier ministre Abdoulaye Maïga y a annoncé des négociations avec la CEDEAO. Le Chef du gouvernement a évoqué « un nouvel accord-cadre » destiné à « fixer les nouveaux rapports entre les deux entités ». Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont quitté la CEDEAO le 29 janvier 2025, mais plusieurs liens régionaux subsistent. Les trois États poursuivent leur participation à la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO comme pays non régionaux. Ils sont également membres hors CEDEAO du GIABA, chargé de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Membres de l'UEMOA, ils restent liés aux pays côtiers par le commerce, la monnaie et les corridors menant aux ports de Dakar, Abidjan, Lomé, Tema et Cotonou. L'accord devra préciser les règles de circulation, de transit et d'échanges entre les deux espaces. ■

La semaine new-yorkaise aura ainsi servi à défendre les priorités nationales tout en installant davantage l'AES comme interlocuteur collectif.

Plaidoyers Lors de la réunion de haut niveau du 23 septembre consacrée au 40^{ème} anniversaire de la Déclaration sur le Droit au Développement, Abdoulaye Diop a affirmé que ce droit « n'est pas une question de charité, mais d'autonomisation et de participation ». Il a présenté la Vision Mali Kura 2063 et appelé à accélérer les Objectifs de Développement Durable. À la réunion ministérielle des Pays les Moins Avancés, le ministre a défendu une mobilisation collective en faveur d'un développement durable

les soutiens extérieurs dont bénéficieraient les groupes terroristes au Sahel et mis en cause l'Ukraine. Kyiv rejette ces accusations.

Partenariats Les consultations bilatérales ont commencé avec le Nigeria et le Ghana. Elles se sont poursuivies avec le Qatar, le Royaume-Uni, le Congo, l'Égypte, l'Algérie, Cuba et le Nicaragua. Le ministre Diop s'est également entretenu avec le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, sur la situation politique et sécuritaire



BIRAHIM SOUMARÉ

« Notre diplomatie repose sur la défense des intérêts nationaux »

Ancien ambassadeur du Mali en Türkiye et analyste en stratégie internationale, Bira Him Soumaré expose les principes d'une diplomatie attachée à sa liberté de décision. Il évoque la diversification des partenariats, la médiation et le suivi des engagements conclus avec les États.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Sur quels principes la diplomatie malienne doit-elle s'appuyer ?

La démarche diplomatique définie par le Chef de l'État repose sur la défense des intérêts nationaux et la diversification des partenariats. Elle doit permettre au Mali de travailler avec différents États sans renoncer à ses priorités. Nos relations s'inscrivent dans le respect mutuel, la souveraineté, la non-ingérence et la recherche d'intérêts communs. La diplomatie sert d'abord à créer les conditions permettant au pays de défendre sa sécurité, son développement et sa place dans les relations internationales. Cette coopération doit rester ouverte et non exclusive.

La diversification des partenariats peut-elle entraîner le Mali dans les rivalités entre puissances ?

La nature de notre relation avec un pays ne saurait être déterminée par les relations que nous entretenons avec un autre. Notre dynamique diplomatique doit s'orienter en fonction de nos intérêts, et non des incompréhensions ou des rivalités géostratégiques opposant des nations. Nous avons l'expérience d'une politique équilibrée envers les partenaires avec lesquels nous travaillons. Cette approche permet de conserver la liberté de définir chaque relation selon ce qu'elle apporte au Mali.

Le Mali possède-t-il une tradition diplomatique susceptible de soutenir cette liberté ?

Notre pays dispose d'une histoire diplomatique importante. Il a notamment contribué au règlement de la Guerre des Sables entre l'Algérie et le Maroc. La signature à Bamako, le 2 novembre 1963, de l'accord de cessez-le-feu entre les deux pays a consacré la contribution de la diplomatie et de l'armée maliennes à la recherche d'une solution pacifique. Cette expérience montre que le Mali peut entretenir de bonnes relations avec plusieurs partenaires, préserver son équilibre et contribuer au règlement des différends.

Comment faire pour que les engagements diplomatiques produisent des résultats concrets ?

Les Commissions mixtes constituent des outils diplomatiques. Elles permettent de reprendre les accords antérieurs, d'examiner leur mise en œuvre et d'intégrer les demandes exprimées par les différents départements ministériels dans l'énergie, l'éducation, la formation ou le commerce. Mais la volonté politique doit être traduite en engagements concrets, suivis et évaluable. Il faut une feuille de route claire, un mécanisme de suivi des accords et des priorités précises. Sans cette continuité, les rencontres produisent des textes sans donner toute leur portée à la coopération. ■

DES LA SAISON 2027-2028

LES MATCHS DES 3 COUPES D'EUROPE EN EXCLUSIVITE SUR CANAL+ SPORT

PRIX À LA CONSOMMATION : LA CRAINTE D'UNE FLAMBÉE

L'Institut national de la statistique (INSTAT) a publié son Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) pour août 2026. Selon l'Institut, les prix à la consommation des ménages au Mali ont augmenté de 0,3% par rapport à juillet. Sur un an, la hausse atteint 3,3%, une évolution préoccupante dans le contexte d'une campagne agricole mitigée.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Cette évolution pèse sur les dépenses alimentaires, qui occupent une place importante dans le budget des ménages. La hausse de plusieurs produits de consommation courante est perceptible sur les marchés. Par rapport à mai 2026, les prix ont progressé de 2,3%. Par rapport à août 2025, le niveau général des prix, hors produits frais et énergie, a augmenté de 1,3%. Selon l'INSTAT, l'augmentation mensuelle provient principalement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », en hausse de 0,6%. Les prix des tubercules, plantains et bananes à cuire ont progressé de 5,6%, le lait cru entier de 6,9%, les légumes-fruits frais ou réfrigérés de 4% et la viande fraîche, réfrigérée ou congelée de 1,5%. Selon la provenance, les produits locaux et importés ont renchéri respectivement de 0,4% et 0,1%. Sur un an, ces hausses atteignent 4% pour les produits locaux et 1,9% pour ceux importés. La progression est donc plus forte pour les produits locaux qu'importés.



Les prix de plusieurs denrées de première nécessité ont augmenté ces dernières semaines.

Prévenir les pénuries « Les prix ont brusquement grimpé en raison de la sécheresse enregistrée dans certaines zones de Koutiala et San », explique Bakary Diarra, membre de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) à Sikasso. Selon lui, les difficultés de la campagne ont entraîné l'écoulement rapide des anciens stocks, provoquant cette hausse, notamment pour le maïs, dont le kilogramme est passé de 125 à 175 francs CFA. La pomme de terre locale n'étant pas disponible, le kilogramme de

pomme de terre importée est passé de 600 à 900 francs CFA. Une baisse pourrait être observée en novembre avec l'arrivée des nouvelles récoltes. Mais « pour combien de temps ? », s'interroge M. Diarra. Compte tenu de l'insuffisance de la production dans certaines zones, la situation reste inquiétante, surtout avec les risques de spéculation sur les marchés. Dans ce contexte, plusieurs producteurs pourraient hésiter à vendre immédiatement leurs récoltes, un réflexe courant lorsque l'offre s'annonce limitée et que les prix augmentent. Pour prévenir une pénurie généralisée, l'État doit anticiper et prendre des mesures adaptées, suggère M. Diarra. ■

EN BREF

LUTTE CONTRE LE VOL DE BÉTAIL : LE SÉNÉGAL EN QUÊTE D'UN PLAN OPÉRATIONNEL

Le vol de bétail est l'un des principaux freins au développement de l'élevage sénégalais, un secteur qui fait vivre près d'un tiers des ménages et représente environ 4% du PIB. Face à l'ampleur du phénomène, les autorités veulent désormais passer à une réponse plus structurée. Le Programme national de développement intégré de l'élevage au Sénégal (PNDIES) prévoit une Stratégie nationale de lutte contre le vol de bétail dotée d'environ 1,7 million de dollars, soit près de 1 milliard de francs CFA. Une phase pilote doit prochainement être lancée, autour de l'identification et de la traçabilité des animaux. Pucés électroniques, colliers et boucles d'oreilles font partie des dispositifs envisagés pour mieux suivre le cheptel et faciliter l'identification des bêtes volées ou déplacées. Cette initiative prolonge les efforts déjà engagés. En février 2026, le gouvernement sénégalais et la FAO avaient réuni 15 pays de la sous-région afin de travailler à une stratégie commune, avec la perspective d'un programme régional et d'une coalition contre le vol de bétail. Selon la FAO, les éleveurs sénégalais perdent chaque année entre 22 000 et 30 000 têtes, pour une valeur estimée à 3,2 millions de dollars. ■

Afrique de l'Ouest Le commerce alimentaire intra-régional sous-estimé

En Afrique de l'Ouest, le commerce alimentaire intra-régional joue un rôle important dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que dans le développement. Mais il est méconnu, au regard des statistiques officielles, ce qui masque l'ampleur et l'importance stratégique de ces flux alimentaires régionaux. Dans un document publié ce 29 septembre, l'Organisation de coopération et de dévelop-

pement économiques (OCDE) révèle qu'environ 85% du commerce alimentaire intra-régional n'est pas enregistré, soit près de 10 milliards de dollars par an. Cette absence de visibilité compromet l'élaboration de politiques adéquates et fausse l'évaluation des marchés, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des chaînes de valeur ainsi que des progrès réalisés dans le cadre des engagements

de la CEDEAO, du PDDAA et de la Zlecaf. Le rapport met en lumière les raisons structurelles de cette sous-déclaration, liées notamment au contournement des frontières formelles, au faible intérêt des autorités douanières à enregistrer des flux exonérés, à l'insuffisance du suivi et au manque de coordination. Les échanges officiellement enregistrés sont dominés par les produits transformés, les huiles, les sucres et

les matières grasses, tandis que les flux non enregistrés incluent des céréales, des protéines animales, des fruits et des légumes. Leur importance est comparable à celle des importations combinées de riz, de blé et d'huile de palme dans la région et représente près de six fois l'Aide Publique au Développement consacrée à l'alimentation et à l'agriculture. Le défi consiste désormais à s'appuyer sur les initiatives nationales pour mieux mesurer le commerce alimentaire intra-régional. ■

FACTEUR HUMAIN : CLÉ DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Tout comme l'investissement financier, le « capital humain » est un facteur clé du développement des entreprises. En chiffres, quelques données sur le manque de ces compétences pour les entreprises. Ces infographies ont été diffusées dans l'émission Entreprendre sur TM1 du 29 septembre 2026.



MOIS DE LA SOLIDARITÉ : RAPPROCHER LES MALIENS PAR L'ENTRAIDE

La 31ème édition du Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion se déroule du 1er au 31 octobre. Elle place l'entraide et la protection des personnes vulnérables au cœur de ses activités.

ALI SANKARÉ



Des dons offerts par le ministère de la Santé aux personnes vulnérables à Sévaré lors du mois de la solidarité en 2025.

Les préparatifs ont été marqués par la visite de la ministre de la Santé et du Développement social, le Médecin Colonel-major Assa Badiallo Touré, au parain national, Noumoudion Togola. La rencontre a permis de lui présenter les orientations de cette édition et le rôle attendu des acteurs. Le thème retenu, « La solidarité, levier de promotion de la culture et de l'éducation citoyenne », relie l'assistance aux plus fragiles à la transmission des valeurs. Âgé de 72 ans, Noumoudion Togola est le doyen des candidats admis au baccalauréat malien de juin 2026, dans la série Terminale Sciences Sociales. Son parcours donne un visage concret à la solidarité intergénérationnelle et à l'accès à l'éducation à tout âge. Cette distinction intervient pendant l'Année de l'Éducation et de la Culture. Elle rappelle la situation des personnes âgées, des enfants vul-

nérables, des personnes vivant avec un handicap, des familles déplacées et des ménages démunis. Dans toutes les localités, les préparatifs associent collectivités, services sociaux et société civile. À Bafoulabé, deux personnes âgées de la

Abdoulaye Maïga : la Stratégie nationale de mobilisation citoyenne, la Stratégie nationale de lutte contre la mendicité et le Comité de réflexion sur la prévention des troubles dans l'espace religieux. Elles portent sur l'engagement citoyen, la dignité des personnes vulnérables et la préservation du vivre-ensemble. Parmi elles, la Stratégie de lutte contre la mendicité et son Plan d'actions 2026-2028 prolongent la dimension sociale du mois d'octobre. Le dispositif privilégie la prévention, la protection de l'enfant, la responsabilisation des familles, l'accompagnement des maîtres coraniques, l'éducation inclusive et la réinsertion sociale et économique.

La mendicité n'est ni une fatalité religieuse ni une fatalité culturelle. Elle est le symptôme d'une vulnérabilité sociale à laquelle l'État a le devoir d'apporter une réponse concrète et durable.

ville et deux de Mahina doivent être honorées. La composition des kits à distribuer a été arrêtée avec les partenaires. Ces actions de proximité font de la solidarité un outil de cohésion entre générations et entre communautés.

Protection Cette attention aux plus fragiles rejoint trois initiatives lancées le 24 septembre par le Premier ministre

« La mendicité n'est ni une fatalité religieuse ni une fatalité culturelle. Elle est le symptôme d'une vulnérabilité sociale à laquelle l'État a le devoir d'apporter une réponse concrète et durable », a déclaré Abdoulaye Maïga. Le gouvernement présente cette stratégie comme une réponse sociale sans vocation répressive destinée à protéger, former et réinsérer les personnes concernées. ■

EN BREF

ÉDUCATION : LES SYNDICATS MENACENT D'UN NOUVEAU PRÉAVIS DE GRÈVE

Les syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016 ont annoncé de nouvelles actions syndicales à l'issue d'une conférence de presse tenue le samedi 26 septembre 2026 à Bamako. Ils envisagent notamment le dépôt d'un nouveau préavis de grève dans les prochains jours. Les syndicats ont fait le point sur l'évolution de leurs revendications et les différentes discussions engagées avec les autorités. Selon eux, les rencontres avec les départements ministériels concernés n'ont pas permis d'obtenir d'avancées significatives. Ils rappellent notamment la crise née de la décision du ministère de l'Éducation nationale relative au redéploiement des enseignants titulaires d'une licence. Cette situation avait contribué au dépôt d'un préavis de grève le 21 avril dernier. Les revendications portent également sur l'application du processus verbal de conciliation du 18 mai 2019, l'adoption de la prime spéciale, la relecture de certains textes et la refonte de la formation à l'ENSup. À la suite des attaques meurtrières du 25 avril, les syndicats avaient retiré leur préavis le 2 mai, invoquant leur volonté d'agir « en toute responsabilité ». Le 20 août, ils ont adressé une lettre de rappel au ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social. Des rencontres ont ensuite eu lieu les 1er, 3 et 4 septembre avec les ministères concernés. Estimant leurs préoccupations toujours sans réponse satisfaisante, les syndicats appellent leurs militants à rester mobilisés et annoncent un nouveau préavis si les discussions n'aboutissent pas. ■

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

ÉTHIOPIE : SEPT GROUPES ANNONCENT UNE ALLIANCE CONTRE ABIY AHMED

Près de quatre ans après l'accord de Pretoria, l'Éthiopie connaît une nouvelle escalade des violences dans le Nord. Sept groupes armés et politiques, dont le TPLF et le mouvement national Fano de l'Amhara, ont annoncé une alliance visant à renverser le gouvernement d'Abiy Ahmed et à mettre en place une transition.

MASSIRÉ DIOP



En Ethiopie, plusieurs groupes armés ont créé une coalition pour faire tomber le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed.

Les combats ont repris au Tigré avant de gagner l'Afar et l'Amhara. L'Union africaine a confirmé la saisie et l'occupation par les forces tigréennes des aéroports de Mekelle, Axoum et Shire, qu'elle juge contraires aux engagements de Pretoria. Ethiopian Airlines a suspendu ses liaisons vers ces villes. L'organisation continentale a appelé à une désescalade immédiate, à la reprise du dialogue direct et a demandé à Olusegun Obasanjo de soutenir les efforts diplomatiques. Le Tigray People's Liberation Front occupe une place centrale dans cette nouvelle offensive. Le TPLF, qui dominait la vie politique éthiopienne avant l'arrivée d'Abiy

Ahmed en 2018, avait combattu le gouvernement fédéral de 2020 à 2022. L'accord de Pretoria avait mis fin aux principales hostilités, sans régler entièrement le retour des déplacés, les territoires contestés de l'ouest du Tigré ni le désarmement des forces tigréennes.

Alliance fragile La coalition réunit le TPLF, le mouvement national Fano de l'Amhara et des groupes issus notamment de l'Oromia, de l'Afar, de la région somalienne et du Benishangul-Gumuz. Elle dit vouloir remplacer le gouvernement fédéral par une administration de transition. Cette convergence ne signifie pas encore

commandement militaire commun ni projet politique partagé. Fano rassemble plusieurs factions, tandis que Tigréens et Amhara restent opposés sur des territoires disputés. Des analystes soulignent l'éloignement géographique des groupes, la faiblesse de certains et leurs divergences politiques. Leur rapprochement apparaît davantage comme une entente tactique contre Abiy Ahmed que comme une force unifiée capable de conquérir puis d'exercer le pouvoir. Addis-Abeba accuse par ailleurs l'Érythrée de soutenir cette alliance, ce qu'Asmara dément. La crise dépasse le Tigré. Addis-Abeba abrite le siège de l'Union africaine et l'Éthiopie est un acteur majeur de la Corne de l'Afrique. La reprise des combats a perturbé les réseaux internet et téléphoniques dans le Tigré et provoqué de nouveaux déplacements. Le précédent conflit aurait fait des centaines de milliers de morts, selon plusieurs estimations. Pour des civils encore marquées par la guerre de 2020-2022, les coupures de réseau, les mouvements de population et la crainte de nouvelles pénuries ravivent le souvenir d'un conflit dont les conséquences sont toujours visibles. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

HABITAT : DES LOGEMENTS PLUS RÉSISTANTS AU CLIMAT

La Journée mondiale de l'Habitat sera célébrée le 5 octobre sur le thème « Un logement adéquat pour tous ». Cette édition met l'accent sur la qualité des logements et leur capacité à protéger les populations des effets du changement climatique et des catastrophes. Selon ONU-Habitat, plus de 2,8 milliards de personnes vivent dans des conditions de logement inadéquates et près de 1,1 milliard dans des bidonvilles ou des quartiers informels. Ces populations sont souvent les plus exposées aux inondations, aux fortes chaleurs, aux glissements de terrain ainsi qu'au manque d'eau et d'assainissement. La célébration mondiale, prévue à Mascate, au Sultanat d'Oman, du 5 au 8 octobre, mettra en avant la planification urbaine, les logements durables et des infrastructures capables de mieux résister aux chocs climatiques. La Journée ouvrira aussi Urban October, consacré à l'urbanisation durable. Un logement adapté au climat ne concerne pas seulement le bâtiment, mais également son implantation, les services essentiels et la protection des habitants face aux risques environnementaux croissants. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SÉBÉKORO : LE NOUVEAU LYCÉE OUVRE SES PORTES

Ce 29 septembre 2026, le premier lycée public de Sébékoro, dans la nouvelle région de Kita, a officiellement installé sa première administration. La nouvelle structure éducative, qui ouvre ses portes pour la rentrée scolaire 2026-2027, permettra aux détenteurs du diplôme d'études fondamentales (DEF) de la localité d'effectuer leurs études secondaires sur place et de rapprocher davantage l'école des communautés. Situé à 62 km de Kita, le cercle de Sébékoro a accueilli avec enthousiasme cette nouvelle infrastructure, qui permettra aux nouveaux élèves de poursuivre leurs études secondaires dans la quiétude, auprès de leurs proches. Le Directeur de l'Académie d'enseignement de Kita a salué la mobilisation de la population et invité la nouvelle administration à s'engager pour la mise en valeur de ce joyau éducatif. ■

Allemagne Le nouveau service militaire contesté

Plus de 45 000 élèves et étudiants, selon les organisateurs, manifestent depuis le 25 septembre dans une centaine de villes allemandes contre le nouveau service militaire. Entré en vigueur le 1er janvier 2026, le dispositif est fondé sur le volontariat mais rétablit progressivement certaines obligations préparatoires. Tous les jeunes Allemands de 18 ans reçoivent désormais un questionnaire destiné à évaluer leur motivation et leur aptitude à servir dans la Bundeswehr. Les hommes doivent tous y répondre, tandis que les femmes peuvent le faire volontairement. À partir du 1er juillet 2027, les hommes nés en 2008 et après seront également soumis à une visite médicale obligatoire.

Le gouvernement justifie cette réforme par les besoins de défense. D'ici 2035, les forces armées doivent compter plus de 260 000 militaires d'active et 200 000 réservistes. Pour l'heure, le service reste volontaire. La réforme doit aussi permettre à la Bundeswehr de constituer un vivier de recrues potentielles. Si les recrutements ne suffisent pas ou si la situation sécuritaire se dégrade, le Bundestag pourrait adopter une loi spécifique pour rendre le service militaire obligatoire. C'est cette possibilité qui nourrit une partie de la contestation et remet au centre du débat allemand un dispositif dont l'application est suspendue depuis 2011. ■

ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2027 : LES AIGLES FONT LE PLEIN

Avec deux victoires en autant de sorties, le Mali a parfaitement négocié les deux premières journées des éliminatoires de la CAN 2027. Six points qui installent déjà les Aigles en tête du Groupe K, à égalité avec le Rwanda.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles du Mali réalisent un sans-faute pour le début des éliminatoires de la CAN 2027.

Le Mali pouvait difficilement espérer meilleur départ. Pour leur entrée en lice, le 25 septembre au stade du 26 Mars de Bamako, les Aigles ont dominé le Cap-Vert sur le score de 3-1. Une victoire convaincante face à une sélection qui sortait d'une bonne campagne à la Coupe du Monde 2026. Ange Martial Tia avait rapidement ouvert le score avant

l'égalisation capverdienne. Nene Dorgeles a ensuite pris le relais avec un doublé. Pour le premier match officiel d'Anthony Da Silva sur le banc, le Mali a notamment affiché de la maîtrise et une capacité à accélérer dans les moments clés. Quatre jours plus tard, le 29 septembre à Monrovia, pour le compte de la deuxième journée, le scénario a été bien différent. Face

aux Lone Stars du Liberia, les Aigles ont dû patienter jusqu'à la 79ème minute pour faire la différence. Une nouvelle fois, Ange Martial Tia a surgi pour inscrire l'unique but de la rencontre et offrir une deuxième victoire consécutive au Mali.

Six points mais deux visages Ces deux premières journées ont ainsi montré deux facettes de l'équipe malienne. Séduisante et efficace offensivement contre le Cap-Vert, elle a été davantage bousculée dans son expression à Monrovia, où elle a néanmoins su faire preuve de patience pour ramener l'essentiel. Le bilan comptable reste impeccable, avec six points, quatre buts inscrits et un seul encaissé. Ange Martial Tia constitue également l'une des principales satisfactions de ce début de campagne. Le jeune international a marqué lors de ses deux premières sélections, tandis que Nene Dorgeles a confirmé son poids offensif avec son doublé lors de la première journée. Le sans-faute malien ne permet toutefois pas encore de creuser l'écart. Le Rwanda a lui aussi remporté ses deux premières rencontres, d'abord contre le Liberia, sur le score de 3-1, puis face au Cap-Vert, sur le score de 2-1. Les deux sélections comptent donc six points après deux journées. Le calendrier leur réserve justement une double confrontation lors de la prochaine fenêtre. Le Mali recevra d'abord le Rwanda le 11 novembre à Bamako, avant de se déplacer à Kigali le 15 novembre. Cette double confrontation devrait permettre d'y voir plus clair dans la lutte pour la tête du groupe. ■

UFOA-A U20 Les Aiglons dans la dernière ligne droite

Le Mali accueillera du 15 au 30 octobre 2026 le tournoi de l'UFOA-A U20, qualificatif pour la prochaine CAN de la catégorie. À deux semaines du coup d'envoi, les Aiglons accélèrent leur préparation à Bamako. Sous la direction de Mamoutou Kané dit Moulré, 25 joueurs ont été convoqués pour la dernière phase du regroupement au Centre d'entraînement pour sportifs d'élite Ousmane Traoré de Kabala. Le groupe doit notamment travailler au rythme de deux séances quotidiennes, avec un accent mis sur la cohésion, l'intensité et les derniers réglages avant la publication de la liste définitive. Le tirage au sort du tournoi est prévu ce jeudi 1er octobre. Huit sélections seront en lice : Mali, Sénégal, Gambie, Guinée, Cap-Vert, Sierra Leone, Mauritanie et Guinée-Bissau. Les deux finalistes décrocheront leur qualification pour la CAN U20. ■ **M.K**



CARTONS DE LA SEMAINE

L'USFAS a signé un doublé le 27 septembre en remportant les deux titres du Championnat national de volley-ball. Les hommes ont battu l'AS 1008 Logements trois sets à deux, tandis que les dames ont dominé le CFVD trois sets à un. Une nouvelle démonstration de force du club militaire sur la scène nationale.

La Française **Cyréna Samba-Mayela** a été provisoirement suspendue le 25 septembre par l'Unité d'intégrité de l'athlétisme. Vice-championne olympique du 100 m haies, elle est visée pour trois manquements à ses obligations de localisation sur une période de douze mois. L'affaire ne concerne pas un contrôle positif, mais elle risque jusqu'à deux ans de suspension.

FOIRE AUX DISQUES : DE LA MÉMOIRE MUSICALE AUX DÉFIS DE DEMAIN

Du 24 au 27 septembre, la berge du Palais de la Culture Amadou Hampâté Ba a accueilli la première édition de la Foire aux Disques. Portée par l'Union des Associations des Artistes, Producteurs et Éditeurs du Mali (UAAPREM), la manifestation a consacré quatre jours à l'histoire de la musique malienne, à ses supports et à leur transmission.

JOSEPH AMARA DEMBÉLÉ



La première édition de la Foire aux disques s'est achevée le 27 septembre à Bamako.

Placée sous le thème « La musique : hier, aujourd'hui et demain », la foire a réuni artistes, producteurs, éditeurs, collectionneurs et passionnés. Disques vinyles, CD, photographies, affiches, phonographes et autres objets liés à la musique ont retracé plusieurs périodes de la création malienne. L'exposition a rappelé l'évolution des modes d'écoute, de conservation et de diffusion des œuvres. Le public a retrouvé des supports devenus rares. Pour le Directeur du Palais de la Culture, Souleymane Bathiono, l'initiative a consti-

tué « un espace de découverte, de dialogue et de rencontre autour de la musique malienne ». Elle a mis en relation artistes, producteurs, distributeurs, éditeurs et collectionneurs, et donné une place aux œuvres et aux parcours qui ont marqué différentes générations.

Mémoire La programmation ne s'est pas limitée aux objets exposés. Conférences, débats, projections, concerts intergénérationnels, showcases et distinctions honorifiques ont rythmé les quatre journées. Les

échanges ont porté sur les changements liés au streaming et à la dématérialisation. Souleymane Bathiono a présenté la foire comme une occasion de « préserver la mémoire musicale du Mali tout en ouvrant des perspectives nouvelles pour les générations futures ». Les concerts ont réuni des artistes de différentes générations et proposé des répertoires variés. Les discussions ont porté sur la production musicale, les droits d'auteur, la distribution et les mutations de l'industrie musicale. Ces échanges ont permis aux différents acteurs de confronter leurs expériences et de revenir sur les difficultés de conservation, de diffusion et de transmission. Les projections et les rencontres ont aussi rappelé la nécessité de mieux documenter les parcours, les œuvres et les supports qui ont façonné la musique malienne. Pour Mbaye Boubacar Diarra, Président de l'UAAPREM, cette première édition devait mettre en valeur le chemin parcouru et ouvrir la réflexion sur la suite. Des hommages ont été rendus aux anciennes gloires, aux producteurs et à d'autres acteurs culturels. La foire a cherché à rapprocher les jeunes générations de cet héritage. À l'issue des quatre jours, les organisateurs souhaitent inscrire ce rendez-vous dans la durée et poursuivre le travail de transmission de la mémoire musicale malienne. ■

INFO PEOPLE

YACOU B OG : RENDEZ-VOUS PLACE DU CINQUANTAIRE

Yacou B OG prépare un concert le 10 octobre sur la Place du Cinquantaire, à Bamako. Le rappeur poursuit une année marquée par plusieurs nouvelles sorties de singles et une forte présence auprès de son public. La scène devrait lui permettre de reprendre ses titres récents, mais aussi ceux qui ont installé son nom dans le rap malien. Après plusieurs prestations à Bamako et dans les régions, ce concert s'inscrit dans la continuité d'une activité soutenue en 2026. L'artiste est également annoncé à Kita, Kéniéba et Kangaba, prolongeant ainsi une série de rendez-vous avec son public dans différentes villes du pays.



MARIAM DOUMBIA REPREND LA ROUTE AVEC AMA-DOU & MARIAM

Mariam Doumbia sera sur la scène de Bonlieu, à Annecy, le 3 octobre pour « Mariam chante Amadou & Mariam ». Accompagnée des musiciens du duo, la chanteuse malienne reprendra les grands titres qui ont marqué leur parcours, dont « Je pense à toi », « Sabali » et « Les Dimanches à Bamako ». Le spectacle intégrera aussi des chansons de l'album posthume paru en octobre 2025. La soirée sera précédée d'une projection du documentaire « Amadou & Mariam : Sons du Mali ». Une autre date est prévue le 10 octobre au Metronum de Toulouse. Cette tournée prolonge le répertoire construit pendant des décennies par Mariam Doumbia et Amadou Bagayoko, tout en maintenant vivant leur héritage musical.



Journal du Mali
L'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURE

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaires :
Joseph Amara Dembélé - Ali SANKARÉ - Salimata WAGUÉ

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



20 28 00 00
www.afribone.com

